



DANIEL AGUILAR REUTERS

Des officiers de police tendent le drapeau national haïtien qu'ils ont récupéré dans les ruines du palais national, hier, à Port-au-Prince. La reconstruction est déjà au programme des pays donateurs.

Harper convoque les « pays amis d'Haïti »

Un sommet sur la reconstruction aura lieu à Montréal lundi prochain

MARCO BÉLAIR-CIRINO

Le premier ministre du Canada, Stephen Harper, invite les « pays amis d'Haïti » à une conférence pour la reconstruction du pays, frappé par un séisme qui a fait au moins 70 000 morts, dans sept jours à Montréal, en présence du premier ministre haïtien, Jean-Max Bellerive.

Le sommet de Montréal, auquel participera

notamment la secrétaire d'État américaine, Hillary Clinton, jettera les bases d'une conférence internationale pour la reconstruction d'Haïti, sous la direction de l'ONU et de la Banque mondiale, qui devrait être annoncée aujourd'hui.

« La rencontre de Montréal sera l'occasion de revoir les besoins en Haïti et d'assurer que les Nations unies puissent cibler les efforts internationaux pour mieux aider le peuple haïtien à faire face aux défis

à venir et à préparer la stabilisation à long terme et la reconstruction », a déclaré le ministre des Affaires étrangères, Lawrence Cannon.

D'ailleurs, le ministre d'État des Affaires étrangères, Peter Kent, se rendra aujourd'hui en République dominicaine afin de réfléchir à une meilleure coordination des efforts d'aide.

M. Cannon a assuré que « toute initiative » visant Haïti devait être mise en place en concerta-

tion avec le gouvernement de Jean-Max Bellerive, fortement ébranlé par le séisme. « Ses effectifs sont réduits, mais cela ne signifie pas que le gouvernement est incapable d'aller de l'avant. Haïti est une nation souveraine. Sa souveraineté

VOIR PAGE A 8: HAÏTI

■ Autres textes en pages A 2, A 3 et A 4



JUAN BARRETO AGENCE FRANCE-PRESSE

File d'attente pour obtenir de l'essence, hier, à Port-au-Prince.

Pénurie et inquiétude

CAROLINE D'ASTOUS
Le Devoir à Port-au-Prince

L'inquiétude gagne les sinistrés de Port-au-Prince. Les heures passent et les interventions d'aide sont minimales sur le terrain. La population attend passivement l'arrivée des secours qui se font discrets. « À Port-au-

Prince, on marche sur des cadavres, et l'odeur devient insupportable. La situation est vraiment inimaginable, et la population est livrée à elle-même », confie Marc-André Chrysostome, ingénieur et président de la Compagnie Éco-énergie, spécialisée dans l'installation de services énergétiques à l'échelle du pays.

VOIR PAGE A 8: INQUIÉTUDE

■ Les chroniques de Chantal Hébert, François Brousseau, Jean-Claude Leclerc, Bruno Guglielminetti et Paul Cauchon, page A 3, B 1, B 6 et B 7

PRÉSIDENTIELLE AU CHILI

Première victoire de la droite depuis Pinochet

■ À lire en page B 1



ANNIVERSAIRE DE L'ESPACE GO

Pol Pelletier dénonce une « fraude intellectuelle »

■ À lire en page B 8

L'ENTREVUE

Joseph Facal, au-delà des « lucides »

Le Québec tourne toujours en rond, dit l'ancien ministre

En année sabbatique en Espagne, Joseph Facal est de passage cette semaine au Québec pour promouvoir un livre qui aurait pu être intitulé « Le Québec selon Facal », dans lequel il reprend, approfondit, mais surtout dépasse, le vaste débat lancé par les « lucides », dont il a fait partie.

ANTOINE ROBITAILLE

Québec — Avant de partir en année sabbatique, l'ex-ministre péquiste Joseph Facal semblait tellement découragé par le Québec d'aujourd'hui que certains de ses amis se demandaient s'il n'avait pas totalement désespéré pour l'avenir de son peuple. Le futur, il le voyait en noir: il ne cessait de dénoncer les « pannes de leadership », les « déficits de fierté nationale » et autres « spirales du déclin ».

À Madrid, à l'autre bout du fil, l'homme semble plutôt serein, appuyant sur chaque syllabe de son inimitable manière. Son année hors HEC Montréal se passe « merveilleusement bien », dit-il. Il l'admet: « J'avais sérieusement besoin d'un



BAZZO.TV

Pour Joseph Facal, l'heure du retour à la vie politique n'est pas encore venue.

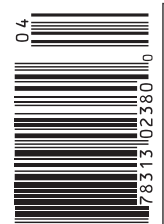
« changement d'air. » Parti au mois d'août 2009 avec femme et enfants (de 11 et de 7 ans) en « quelque sorte au pays de [ses] ancêtres » (Joseph Facal est né en Uruguay en 1961), il a pu comparer le Québec avec une autre société occidentale, l'Espagne, aux prises avec des questions similaires:

explosion des coûts de santé, polémiques sur la place du religieux, notamment les signes religieux. Bilan? Nos malheurs sont relatifs. Par exemple, la crise frappe beaucoup plus durement

VOIR PAGE A 8: FACAL

INDEX

| | |
|---------------------|----------------------|
| 0.4 | 0.4 |
| Annances..... B 4 | Idées A 7 |
| Avis publics.. B 6 | Météo B 5 |
| Convergence. B 7 | Monde B 1 |
| Culture B 8 | Mots croisés. B 5 |
| Décès B 4 | Religions B 6 |
| Économie B 3 | Sudoku B 6 |
| Éditorial A 6 | Télévision B 7 |



Toutes les musiques, un seul espace.

ESPACE MUSIQUE 100,7 FM

Radio-Canada.ca/musique

HAÏTI DÉVASTÉ

Retrouvailles émotives à Montréal

Les rapatriés racontent la destruction pendant que la communauté haïtienne prie pour ses proches

Alors qu'une trentaine de ressortissants canadiens se trouvaient toujours dans l'ambassade canadienne à Port-au-Prince où ils avaient trouvé refuge, des centaines de personnes étaient rapatriées vers Montréal. Épuisées, enveloppées dans des couvertures de la Croix-Rouge, elles arrivaient par vagues successives samedi et hier à l'Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau à bord d'avions des Forces canadiennes et d'Air Canada.

Les rapatriés se sont pour la plupart rendus dans un hôtel où des proches, anxieux, mais soulagés, les attendaient. «Quatorze des 725 passagers que l'on a reçus à ce jour étaient blessés gravement et ont été transportés dans différents hôpitaux de Montréal», a indiqué le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis, hier.

Certains rescapés du séisme qui a dévasté mardi dernier la capitale haïtienne devaient se déplacer en fauteuil roulant, tandis que d'autres, la voix tremblante, racontaient les terribles événements des derniers jours. «C'était horrible», a dit Marie Jennot, qui rendait visite à des proches à Port-au-Prince au moment du tremblement de terre. «Il y a eu des choses que je n'avais jamais vues avant, que je ne pensais jamais voir un jour», a-t-elle ajouté.

Emotive, Mme Jennot s'est

rappelé la terreur et le sentiment d'impuissance qui l'habitaient alors que les répliques sismiques secouaient la ville et que des gens demeuraient prisonniers dans leurs maisons effondrées. «Il n'y a aucun moyen de communiquer, il n'y a pas de téléphones, pas d'eau potable, pas d'électricité», a-t-elle déploré, ajoutant que l'aide internationale commençait à peine à arriver sur place.

Ian Jeudy, un étudiant montréalais au nombre des évacués rentrés samedi, a indiqué que ses parents étaient demeurés en Haïti pour prendre part aux opérations de secours. «Ils sont médecins, ils essaient d'aider les gens. S'ils peuvent faire quelque chose, ils vont essayer de le faire»,

a-t-il dit. «Tout est détruit dans le pays. Je suis vraiment reconnaissant envers les gens qui sont venus nous aider», a ajouté M. Jeudy.

Patrick Chevalier, qui est rentré au Canada en compagnie d'une centaine d'autres évacués hier matin, a dit s'inquiéter pour sa famille, qu'il a laissée derrière lui, et être hanté par les images de destructions qu'il a vues à Port-au-Prince. «Il y avait une école, pas très loin de ma maison, qui comptait huit étages. Après le tremblement de terre, l'école s'est écrasée au sol, et les débris s'élevaient à un mètre. Il y avait des élèves en dessous. Et après deux ou trois



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Des cérémonies religieuses pour les victimes du séisme et leurs proches ont été célébrées hier, comme ici à Montréal.

jours, vous commencez à sentir les corps», a-t-il relaté.

Un travailleur humanitaire, Lucien Francœur, a confié que les évacués étaient sous le choc. Ils étaient soulagés d'être sains et saufs, mais anxieux pour les gens qui sont demeurés à Haïti. «Les passagers dans l'avion avaient l'impression de les abandonner à leur sort. Nous n'avions pas le choix. Nous devions revenir. Mais nous étions

allés là-bas pour les aider.» Certains ont d'ailleurs fait le choix de rester sur place et d'aider autant que possible.

Des secouristes de la Canadian Search and Disaster Dogs Association se trouvaient aussi parmi les évacués rentrés au pays. «C'est probablement l'un des pires cas de dévastation qu'il nous ait été donné de voir», a affirmé Sylvie Montier, originaire d'Edmonton, qui a passé deux

jours en Haïti. Par ailleurs, des cérémonies religieuses pour les victimes du séisme, leurs proches ont aussi été célébrées, notamment à Montréal.

1115 Canadiens manquent à l'appel

Quelque 1115 Canadiens sont toujours portés manquants en Haïti à la suite du violent séisme de mardi dernier, a fait savoir le ministre canadien des

Affaires étrangères, Lawrence Cannon, hier.

Un bilan provisoire de son ministère faisait état de huit victimes canadiennes. Le corps du surintendant Douglas Coates, qui faisait partie d'un groupe de 82 policiers canadiens qui se trouvaient en Haïti dans le cadre de la mission des Nations unies pour la stabilisation du pays, a été retrouvé samedi sous les débris du quartier général de l'ONU à Port-au-Prince.

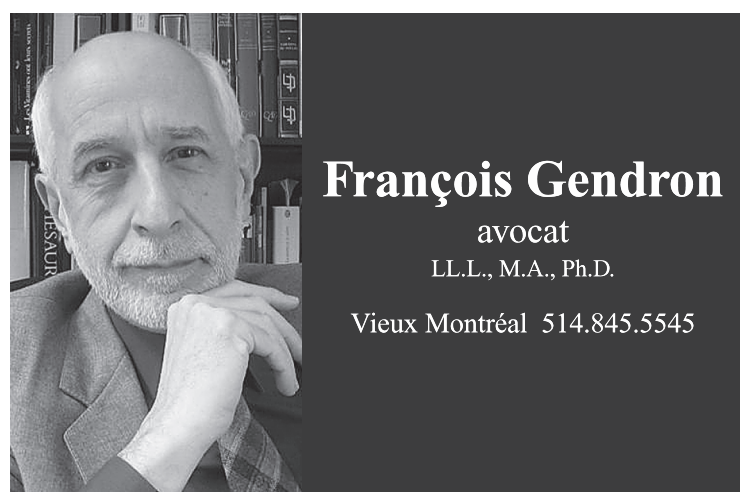
Guillaume Siemiensky de l'Agence canadienne de développement international, Hélène Rivard, qui était consultante pour l'agence, ainsi qu'un enseignant en informatique au cégep de Drummondville, Denis Bellavance, ont aussi été retrouvés sans vie. Ils s'ajoutent à l'officier de la GRC, Mark Gallagher, à Georges Anglade et sa femme Mireille Neptune et à l'infirmière ontarienne, Yvonne Martin, qui ont également péri dans la catastrophe.

Le Devoir
D'après La Presse canadienne



JACQUES NADEAU LE DEVOIR

Certains rescapés ont dû être déplacés en fauteuil roulant.



François Gendron

avocat

LL.L., M.A., Ph.D.

Vieux Montréal 514.845.5545

Accueillir autrement

Un comité demande à Ottawa de suspendre ses règles pour accueillir des sinistrés

Des Québécois d'origine haïtienne proposent une solution exceptionnelle pour une situation exceptionnelle.

Le Comité Participation Haïti-Québec-Canada demande au Canada de suspendre temporairement ses règles d'immigration pour accueillir des sinistrés blessés qui seront soignés ici et pris en charge par des familles d'accueil, pour une période de 12 semaines. Selon le porte-parole de l'organisme, Édouard Staco, il faut sortir du cadre réglementaire actuel pour sauver des vies.

Le Comité, qui prend part à la cellule de crise et aux rencontres pour organiser l'aide en Haïti, rappelle que la même formule avait été mise en place dans le cas du Kosovo. À la suite du conflit qui faisait rage dans cette région des Balkans, le Canada avait accueilli 5000 réfugiés kosovars, le temps de stabiliser la situation.

Dans une entrevue hier, M. Staco réclame aussi que l'on ne s'encombre pas avec des histoires de papiers et de passeport quand des vies sont en jeu. En même temps, il a souligné qu'il ne s'agit pas d'une requête passive, puisque les citoyens sont mis à contribution.

Selon lui, il suffirait que les familles acceptent de se soumettre à des vérifications d'usage et qu'elles s'engagent à nourrir, à héberger et à protéger les blessés, le temps de leur séjour. Les familles seraient liées par une entente avec le gouvernement.

La Presse canadienne

50%

d'escompte sur toute nos montures à l'achat de verres (excepté Mikli).
Du 2 au 31 janvier 2010. Boutique Saint-Denis ouverte les dimanches de janvier.

Un regard d'exception

VARILUX® IPSEO®
NEW EDITION



GEORGES LAOUN OPTICIEN

4012, rue Saint-Denis, Coin Duluth 514-844-1919

1368, rue Sherbrooke Ouest, (édifice du Musée des beaux-arts) 514-985-0015

MEDECINS SANS FRONTIERES

AUJOURD'HUI HAÏTI ENGLOUTIR ENSEVELIR MEURTRIR ANÉANTIR SOUFFRIR

Plus de 1 000 personnes soignées, des hôpitaux sous tente avec unités chirurgicales installés dans les prochaines heures, 25 tonnes de matériel de secours et plus de personnel envoyés en renfort.

DONNEZ MAINTENANT WWW.MSF.CA/DONNER 1 800 982-7903

AGIR

© Stefano Zannini/MSF 13/01/2010

HAÏTI DÉVASTÉ

Stephen Harper et Haïti: la suite

Au cours de la dernière semaine, le premier ministre Stephen Harper a mis sa propension à vouloir tout contrôler au service de la réponse canadienne à la crise humanitaire qui s'abat sur Haïti. Les résultats sont impressionnants.

Depuis le tremblement de terre de mardi dernier, on assiste à un déploiement intelligent de la gamme de moyens dont dispose le Canada pour intervenir dans ce genre de circonstances. Jusqu'à présent, l'opération s'est déroulée sans les bavures qui avaient caractérisé la réplique canadienne au tsunami de décembre 2004 et à la guerre au Liban en 2006.

La connaissance canadienne du terrain haïtien n'est pas étrangère à la mise en place rapide de mesures d'urgence importantes. Ottawa semble également avoir tiré des leçons salutaires des cafouillages du passé. En prime, le premier ministre — omniprésent dans la direction des opérations depuis la première heure — est en symbiose avec l'opinion publique plutôt qu'à sa remorque. Même les partis d'opposition concèdent que la réponse initiale du gouvernement Harper à la crise haïtienne a été exemplaire.

La bonne tenue du dossier haïtien facilitera-t-elle un virage dans la perception qu'ont les Canadiens de Stephen Harper? Les faiseurs d'images conservateurs le souhaitent évidemment. La crise est survenue au moment où de nouvelles preuves de l'exceptionnelle fragilité du lien de confiance entre l'électorat et le gouvernement conservateur s'accumulaient. À Stephen Harper, les Canadiens ne pardonnent toujours pas ce qu'ils permettaient sans vraiment sourcilier à Jean Chrétien.

La semaine dernière, quatre sondages démontraient, chiffres à l'appui, que la décision de proroger le Parlement jusqu'en mars avait fait fondre l'avance du Parti conservateur dans les intentions de vote. Au total, c'est l'ensemble du capital d'estime amassé au fil de la gestion de la récession tout au long de l'an dernier qui s'est volatilisé au cours des dernières semaines. Ce sont des données qui laissent entendre que, malgré la faiblesse de la performance de l'opposition officielle, le parti au pouvoir n'est pas blindé contre une débâcle électorale et encore loin d'une majorité gouvernementale.

Le gouvernement Harper ne serait pas le premier régime en panne d'inspiration et d'élan dans les intentions de vote à trouver un nouveau souffle providentiel à la faveur d'événements tragiques imprévus. En 2001, les attentats du 11-Septembre avaient eu pour effet de donner un sens au troisième mandat de Jean Chrétien.

Jusqu'à-là, le gouvernement libéral tournait en rond; dans le vide ambiant, sa guerre intestinale était en voie de

prendre complètement le pas sur les affaires de l'État. La crise de leadership qui agitait à la même époque l'opposition officielle allianciste accentuait cette évidente dérive. Le Parlement fédéral tournait à vide.

Si les événements du 11-Septembre n'avaient pas changé la donne fédérale, on peut croire que le règne de Jean Chrétien aurait fini en queue de poisson plutôt que d'être couronné par le grand débat que l'on sait sur la participation canadienne à la guerre en Irak.

La tragédie qui afflige Haïti survient au moment où le Canada se prépare à commencer à se désengager du front militaire de l'Afghanistan, le pays qui a le plus monopolisé l'attention du gouvernement fédéral depuis quelques années.

Une fois l'urgence immédiate passée à Haïti, il faudra nécessairement s'atteler à son essentielle reconstruction. Tout destine le Canada à jouer un rôle de première ligne dans ce qui s'annonce comme une corvée internationale de longue haleine.

Car, s'il y a un endroit sur la planète où le Canada est un joueur, au sens utile du mot, c'est bien davantage à Port-au-Prince qu'à Kaboul ou à Kandahar. L'identité des rescapés et des disparus canadiens en Haïti — des ingénieurs, des infirmières, des médecins, des policiers, des travailleurs humanitaires, etc. — et les liens tissés entre les deux pays témoignent de l'engagement de la société civile canadienne dans la région.

Ottawa est actuellement à la recherche d'une vocation plus humanitaire pour le Canada en Afghanistan. Jusqu'à présent, cette recherche est problématique. Les conditions ambiantes ne sont pas nécessairement propices au genre d'action sur laquelle le gouvernement fédéral voudrait idéalement se replier dans la foulée de son engagement militaire.

Le maintien d'une présence canadienne en Afghanistan n'est pas incompatible avec un rôle de premier plan en Haïti, mais le fait est que les ressources humanitaires canadiennes ne sont pas inépuisables. Depuis la semaine dernière, un redéploiement essentiel de moyens importants sur le front haïtien fait désormais partie du débat sur la suite à donner à la mission de Kandahar.

Dans la perspective du retrait militaire prochain du Canada en Afghanistan, on peut avancer qu'il y aurait de bonnes raisons pour qu'Haïti devienne la priorité du gouvernement Harper en matière de développement international et que le premier ministre trouverait vraisemblablement son compte politique dans un tel réalignement.

Chantal Hébert est columnist politique au Toronto Star.

chebert@thestar.ca

EN BREF

Le SPVM offre son «koudmen»

L'opération «Koudmen» a été lancée par le Service de police de la Ville de Montréal (SPVM) pour venir en aide à la communauté haïtienne de la métropole, affectée par le séisme survenu en Haïti. Entre 50 et 75 policiers et employés civils de la police vont être présents pour offrir leur soutien de plusieurs façons aux Québécois d'origine haïtienne, dans le cadre de cette opération spéciale dont le nom signifie «coup de main» en créole. Une action qui sera bénéfique pour la communauté, mais qui permettra aussi au SPVM d'agir plus efficacement lors de ses futures interventions policières, estime Mario Plante, directeur adjoint de la police de Montréal et chef des relations avec la communauté. — *La Presse canadienne*

La FIQ doit freiner les élans de ses infirmières

La Fédération interprofessionnelle de la santé du Québec (FIQ) doit mettre un frein aux élans de ses infirmières qui veulent aller porter secours à la population haïtienne. «La situation est assez difficile à gérer», a confié Mme Régine Laurent, présidente de la FIQ en entrevue à La Presse canadienne. «Beaucoup d'infirmières et d'infirmières auxiliaires sont prêtes à partir et veulent partir. Mais nous sommes obligés de mettre un frein, parce qu'il faut attendre que les organisations puissent installer leurs campements, encadrer et monter des équipes de travail avant d'aller sur le terrain», a-t-elle aussi rappelé. — *La Presse canadienne*

Un bidonville aux portes du palais

Les survivants sont forcés de se réfugier au milieu des gravats



Une femme et son enfant circulent dans un refuge improvisé.

Port-au-Prince — Le jardin du Champ-de-Mars de Port-au-Prince n'a jamais été aussi différent de son homologue parisien: des survivants du séisme de mardi s'y sont installés, créant un bidonville improvisé au milieu des gravats.

«La vie est vraiment dure. On n'a plus rien», dit Jean Osée, 40 ans, qui campe ici avec toute sa famille depuis le séisme de mardi. Une grande partie de la capitale haïtienne est détruite, y compris le palais national tout proche, siège de la présidence, dont la coupole s'est effondrée.

«La maison a commencé à trembler et nous avons tous couru dehors», raconte ce père de six enfants, assis sur un tapis installé sous une bâche en plastique. En plus de ses enfants, il est entouré de sa femme, de son beau-frère, de sa belle-mère et de son petit-fils d'un mois.

Les vêtements sont mis à sécher sur les branches des arbres. Les mères qui ont réussi à trouver de l'eau décrassent leurs enfants dans le caniveau. Une forte odeur d'urine flotte. «Nous n'avons ni eau ni savon. Nous n'avons pas changé de vêtements depuis que nous sommes arrivés ici», dit la femme de Jean. Comme des milliers d'autres, cette famille attend sans rien faire.

Après le séisme, alors que la terre tremblait encore régulièrement, elle a réussi à acheter de la nourriture vendue dans la rue. Mais ces provisions se sont vite épuisées. Samedi, elle a réussi à obtenir une bouteille d'eau et une de jus de fruit, parachutées d'un hélicoptère.

L'une des filles de la famille, Louisguine, 20 ans, s'inquiète

pour son bébé aux cheveux bouclés. «Je n'ai pas assez de force pour l'allaiter, je ne peux pas m'occuper de lui comme il le faudrait», dit-elle. Elle soulève le vêtement de l'enfant, montrant sa peau irritée, qui commence à peler. A deux rues de là, la modeste maison de la famille est ensevelie sous une pile de gravats.

Jean et les siens disent compter sur l'aide étrangère, car le gouvernement haïtien est trop mal en point. Tout autour d'eux, des voitures accidentées et des bâtiments tordus par le séisme sont figés dans la même position depuis mardi. Une paire de jambes et un matelas émergent de la carcasse d'un hôtel.

Un convoi de l'ONU sous bonne garde est apparu devant le palais présidentiel dimanche. Les parents Osée se sont joints à d'autres, formant une queue bien ordonnée, pour voir ce qu'il avait à proposer.

Ils sont revenus avec six petits sacs d'eau distribués par des soldats boliviens. Angelaine, leur fille de deux ans, s'est tellement précipitée pour boire qu'elle a renversé une partie de l'eau sur ses joues.

Chaque matin, chaque soir, la famille prie pour demander de l'aide. Les chants se mêlent au bruit des hélicoptères, aux conversations et aux cris venant des rues, où beaucoup se sont installés, craignant de rentrer dans les maisons qui risquent toujours de s'effondrer. Quand la nuit tombe, la famille Osée craint de se faire attaquer par des bandits armés, soupçonnés de hanter les rues.

Agence France-Presse



Relevez le défi!

Concours de recrutement

Directrice ou directeur du scrutin

Bertrand, Châteauguay, Deux-Montagnes, Hochelaga-Maisonneuve, Jeanne-Mance-Viger, Joliette, Labelle, Laurier-Dorion, Marie-Victorin, Nelligan, Prévost, Saint-Hyacinthe, Saint-Laurent, Verdun, Vimont

VOUS AVEZ LE GOÛT D'ÊTRE AU SERVICE DE LA DÉMOCRATIE?

LE DÉFI

Sous la responsabilité de l'adjoint et directeur des opérations électorales, vous serez chargé de la préparation, de l'organisation et de la tenue des événements électoraux de votre circonscription.

LE PROFIL

La personne recherchée possède, notamment, de l'expérience en gestion, un excellent sens de l'organisation ainsi qu'une grande capacité d'adaptation.

Elle doit également :

- avoir la qualité d'électeur;
- être domiciliée dans la circonscription dans laquelle elle pose sa candidature ou dans une circonscription contiguë;
- ne pas avoir occupé un poste d'élu aux niveaux fédéral, provincial, municipal ou scolaire au cours des deux années qui précèdent son inscription au concours.

NOTRE ENGAGEMENT

Vous bénéficierez d'une rémunération des plus avantageuse (taux horaire de 38,39 \$, soit environ 19 000 \$ lors d'une élection), d'une formation approfondie et du soutien d'une équipe expérimentée et dévouée. La durée de votre mandat est de 10 ans.

CET EMPLOI VOUS INTÉRESSE?



Pour accéder au formulaire d'inscription électronique ou obtenir tous les renseignements sur ce concours, visitez le www.electionsquebec.qc.ca ou téléphonez sans frais, du lundi au vendredi, au : 1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846).

RELEVEZ LE DÉFI!

Votre formulaire d'inscription doit être transmis avant 16 h 30 le 5 février 2010.



LE DIRECTEUR GÉNÉRAL DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

HAÏTI DÉVASTÉ

Pour faire un don ■ La Croix-Rouge canadienne: ☎ 1 800 418-1111 ou en ligne au www.croixrouge.ca ■ Centre d'étude et de coopération internationale (CECI - Campagne Urgence-Haïti): ☎ 514 875-9911 ou 1 877 875-2324. Don en ligne: www.ceci.ca ■ La Coalition humanitaire (CARE Canada, Oxfam Canada, Oxfam-Québec et l'Aide à l'enfance Canada): ☎ 1 800 464-9154 ou en ligne au www.lacoalitionhumanitaire.ca ■ Développement et Paix (Urgence Haïti): ☎ 1 888 664-3387 ou en ligne au www.devpp.org ■ L'œuvre Léger (Secours Haïti): ☎ 514 495-2409 ou 1 877 288-7383. En ligne au www.leger.org ■ Médecins du monde Canada: ☎ 1 877 896-8998 ou au www.medecinsdumonde.ca ■ Médecins sans frontières Canada: ☎ 1 800 982-7903, www.msf.ca

L'aide humanitaire afflue, mais rares sont les sinistrés qui y ont accès

PAULINE GRAVEL

Même si l'acheminement des secours demeure encore laborieux en raison de l'absence de communications, les ONG qui dispensent soins médicaux, nourriture et eau arrivent peu à peu à atteindre les sinistrés haïtiens, qui font preuve d'un courage admirable. L'essentiel des efforts déployés visent pour le moment à soigner les nombreux blessés qui ne cessent d'affluer aux portes des hôpitaux. Pendant ce temps, des milliers d'adultes désespérés et d'enfants sans parents errent dans les rues à la recherche d'eau et de nourriture.

Au cours des derniers jours, plusieurs gros cargos transportant de l'aide humanitaire n'ont pu se poser à l'aéroport de Port-au-Prince, dont le petit tarmac était grandement encombré par des avions s'apprêtant à partir vers le Canada et les États-Unis, la priorité ayant été donnée aux ressortissants canadiens et états-uniens qui désiraient quitter Haïti. Un avion-cargo de Médecins sans frontières transportant un hôpital chirurgical gonflable d'une capacité de 100 lits et comprenant deux blocs opératoires et une unité de soins intensifs n'a pas été autori-

sé à atterrir samedi soir à Port-au-Prince et a été dérotté vers Samana, en République dominicaine. Le matériel a donc dû être convoyé par camion jusqu'à la capitale haïtienne.

Même désagrément pour Vision Mondiale, dont les convois de vivres (médicaments, tentes, toiles, kits hygiéniques, contenants d'eau, vêtements et biscuits) sont arrivés par avion à Saint-Domingue. «Nos convois ont toutefois pu se joindre à ceux de l'armée dominicaine qui assure la sécurité du transport des dons jusqu'à la région de Port-au-Prince», a raconté la directrice de Vision Mondiale au Québec, Isabelle Depelteau, jointe à Jimani en République dominicaine, une région à la frontière avec Haïti où les communications sont possibles.

«On y trouve le seul réseau qui nous permet, nous les étrangers, d'appeler à l'extérieur, car les compagnies comme Rogers et AT&T n'ont pas d'entente avec les compagnies haïtiennes locales. Un de nos grands problèmes est la coordination des communications. Je suis ici pour pouvoir coordonner les opérations, pour communiquer avec le monde extérieur et faire savoir quels sont les besoins.»



Distribution d'eau et de nourriture hier dans le bidonville de Cité Soleil, à Port-au-Prince.

«Les besoins en eau sont criants, et les problèmes de communication font en sorte que l'on n'arrive pas à rejoindre toutes les personnes qui ont désespérément besoin de l'eau. Je dois passer par le Canada pour contacter des gens qui sont sur le terrain à Port-au-Prince, pour leur indiquer où ils doivent s'adresser pour obtenir de l'eau», a-t-elle précisé.

Sur terre, le trafic est considérable, mais les routes demeurent

carrossables, sauf à Port-au-Prince où les rues sont jonchées de fils électriques et lignes téléphoniques, de voitures renversées et de décombres, a décrit Mme Depelteau. Des camions de la Croix-Rouge qui viennent chercher des corps qui sont ensevelis bloquent des rues. De plus vient d'arriver la machinerie lourde de l'ONU qui est là pour nettoyer les lieux des décombres.

L'acheminement des secours s'améliore tranquillement, mais

la déficience des communications alourdit énormément la logistique de distribution des secours, a souligné Mme Depelteau qui affirme par ailleurs ne pas avoir été témoin de manifestation de violence. «Je n'ai pas vu de violence et je prie les journalistes de ne pas tomber dans le sensationnalisme en exagérant le drame et l'envergure de la catastrophe qui est déjà assez sensationnelle comme ça. Les gens ont faim, ont soif, ont peur et sont traumatisés

par ce qu'ils ont vécu. Il ne faut pas s'attendre à ce que ces gens soient calmes et passifs. Il faut comprendre que lorsqu'ils voient arriver un convoi contenant de l'eau et de la nourriture, ils se ruent littéralement dessus et il est alors difficile de gérer la distribution. Mais personne n'a attaqué les convois et les individus qui apportent l'aide», a fait savoir Mme Depelteau qui n'a que des éloges à faire sur le peuple haïtien qui «fait preuve d'une grande détermination de s'en sortir». «Je tiens à souligner le courage, la bravoure et la force du peuple haïtien», a-t-elle déclaré avant de rappeler que l'intervention de l'armée américaine devrait permettre de rétablir le calme et l'ordre aux points de distribution.

Mme Depelteau se dit toutefois extrêmement préoccupée du sort des milliers d'enfants qui ont perdu leurs parents et qui errent dans les rues sans aide. «Ces enfants ne savent pas comment gérer leur drame. En collaboration avec l'UNICEF et Save the Children, nous cherchons des endroits sécuritaires où nous pourrions emmener ces enfants et leur apporter eau, nourriture et vêtements. Il faudra ensuite reconstituer l'histoire familiale de ces enfants qui sont sans papier d'identité et, par le fait même, extrêmement vulnérables», a souligné Mme Depelteau qui voit dans ces enfants la plus grande catastrophe de ce séisme.

Le Devoir

Des milliers de personnes dans le besoin suite au séisme en Haïti

Vision Mondiale



Les enfants et leur famille dont la vie vient de basculer en Haïti ont plus que jamais besoin de votre aide.

Doublez la valeur de votre don aujourd'hui!

Des dizaines de milliers de personnes ont perdu la vie au cours du terrible séisme qui a frappé Haïti mardi. Plus de trois millions de personnes se retrouvent à la rue, sans abri, sans eau potable et sans accès aux soins médicaux dont elles ont un urgent besoin.

Les enfants ont immédiatement besoin de votre aide.

Pour les survivants, la situation est désespérée. Votre don, nous aidera à fournir des soins d'urgence aux enfants et à leur famille, à combler des besoins essentiels comme de l'eau potable, des vivres d'urgence et des troussees d'hygiène.

Vision Mondiale est sur place.

Vision Mondiale est sur place à long terme afin d'aider à reconstruire les vies des enfants et familles touchés par la situation d'urgence en Haïti.

Donnez maintenant et doublez la valeur de votre don!

Chaque don nous parvenant d'ici le 12 février sera doublé généreusement par le gouvernement canadien. Pour faire parvenir sans délai des fournitures d'urgence aux enfants et à leur famille qui ont absolument besoin de votre aide. Composez le **1-800-817-7790** ou faites un don en ligne à visionmondiale.ca.

Veillez expédier sans délai mon don – qui sera doublé – pour aider à sauver des vies en Haïti.

J'inclus :
 60 \$
 120 \$
 240 \$
 _____ \$ pour aider autant que possible

Nom _____
 Adresse _____ App _____
 Ville _____ Province _____ Code postal _____
 Téléphone _____ Courriel _____

Je veux utiliser ma carte VISA MasterCard American Express

Numéro _____ Expiration _____

Signature _____ 99663/4154407

Veillez faire votre chèque à

Vision Mondiale

1134 Sainte-Catherine Ouest, suite 510, Montréal, Québec, H3B 5K2
 Vous pouvez parrainer ou faire un don en ligne à visionmondiale.ca

Vision mondiale est un organisme humanitaire chrétien de développement, de secours et de défense des droits aidant les enfants, les familles et les communautés à combattre la pauvreté et l'injustice. Nous venons en aide à toute personne, sans égard à la race, à la religion ou au sexe.

Faites un don maintenant. Téléphonez 1-800-817-7790 ou visitez visionmondiale.ca

ACTUALITÉS



HAÏTI

Nos journalistes sont sur le terrain pour témoigner de la situation et de la mobilisation qu'elle suscite, ici et ailleurs.

Dossier complet mis à jour en temps réel sur : Radio-Canada.ca/haiti

POUR L'INFORMATION
D'HEURE EN HEURE



Sondage Léger Marketing-Le Devoir

A(H1N1) vaut une bonne note au Québec

Le gouvernement Charest récolte 70 % de satisfaction contre 58 % pour Ottawa

ALEC CASTONGUAY

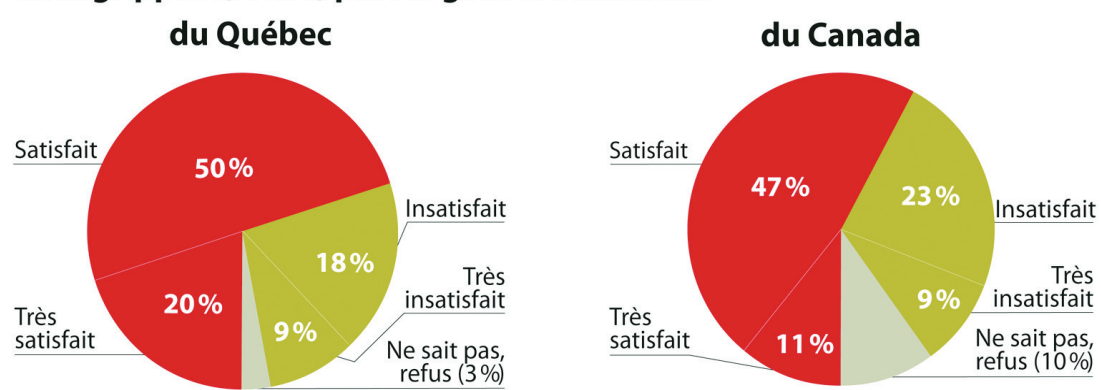
Malgré un départ chaotique, la campagne des gouvernements pour combattre la grippe A(H1N1) reçoit la faveur de la population. Selon un sondage Léger Marketing-Le Devoir, les Québécois sont satisfaits de la manière dont les gouvernements ont géré ce problème de santé publique.

C'est le gouvernement du Québec qui reçoit la meilleure note, alors que 70 % des répondants se disent «satisfaits» ou «très satisfaits» de la manière dont a été gérée la plus importante campagne de vaccination de l'histoire de la province. En revanche, 27 % des citoyens se disent «insatisfaits» ou «très insatisfaits» de la réaction du gouvernement Charest.

En ce qui concerne le gouvernement fédéral, 58 % des gens affirment que le gouvernement canadien, responsable surtout de l'approvisionnement en vaccin et de la coordination avec les autres pays, a bien géré la situation. Ils sont 32 % à dire le contraire.

Christian Bourque, vice-président de Léger Marketing, affirme que la campagne de lutte contre la pandémie a connu un «faux départ», notamment avec la confusion dans les centres de

La majorité des Québécois sont satisfaits ou très satisfaits de la gestion de la grippe A(H1N1) par les gouvernements...



LE DEVOIR

vaccination et les longues files d'attente qui dureraient des heures dans plusieurs régions du Québec. Au fédéral, la pénurie de vaccins dans les premières semaines a fait craindre le pire à plusieurs citoyens. «C'est clair que la campagne a mal commencé. Mais les gens jugent que ça s'est replacé et que, finalement, tout a bien été. Les deux gouvernements peuvent dire «mission accomplie», affirme M. Bourque.

La différence de satisfaction entre les deux ordres de gouvernement s'explique d'abord par la proximité des citoyens avec ceux qui ont donné les soins de première ligne, affir-

me M. Bourque. «C'est le Québec qui a géré les centres de vaccination et les infirmières.»

Des facteurs secondaires ont pu jouer, notamment la publicité massive du gouvernement québécois et la disponibilité du ministre de la Santé, Yves Bolduc, qui a été très présent, tout comme les fonctionnaires de son ministère. Le gouvernement fédéral a été plus discret.

Une réaction excessive?

La campagne de lutte contre la grippe A(H1N1) a été l'une des plus importantes opérations de santé publique de l'histoire du Québec. La mobilisation des

médicins, des infirmières et des fonctionnaires a été massive, entraînant des coûts de 200 millions de dollars pour le gouvernement du Québec.

Est-ce que les gouvernements ont réagi de manière excessive à cette pandémie, qui a fait beaucoup moins de dégâts que prévu? À cette question, 41 % des citoyens répondent «oui» et estiment que les gouvernements en ont trop fait. Ils sont 50 % à penser que les gouvernements ont réagi de façon «appropriée». Seulement 4 % des répondants soutiennent que les gouvernements n'ont pas assez réagi devant la menace.

EN BREF

Remaniement en vue à Ottawa

Ottawa — À Ottawa, la rumeur voulant que le premier ministre, Stephen Harper, s'apprêterait à remanier son cabinet, dès cette semaine, peut-être même demain, est persistante. Selon certaines sources, au moins cinq ministres changeraient de portefeuille, mais aucun député d'arrière-ban n'accéderait au cabinet. Ainsi, le député de Beauce, Maxime Bernier, devrait encore patienter avant de reprendre une fonction ministérielle. Les ministres des Finances, Jim Flaherty, et de la Défense nationale, Peter MacKay, conserveraient leur poste. Samedi, le ministre des Anciens Combattants, Greg Thompson, a annoncé sa démission. Son poste devra donc être pourvu. Stephen Harper serait aussi prêt à nommer cinq nouveaux sénateurs. Les libéraux détiennent actuellement une majorité de trois sièges au Sénat. — *La Presse canadienne*

La féminisation de la médecine remise en question

Réunis dans un colloque sur l'avenir de la pratique médicale au Québec, ce week-end à Montréal, plus de 200 étudiants en médecine se sont questionnés sur la féminisation de leur profession. Sans être critiques ou déplorer cette situation, il ont tenu un débat sur la possibilité d'imposer une limite au nombre d'admissions féminines dans les facultés de médecine. Certains ont même suggéré une forme de discrimination positive, pour faire en sorte d'assurer une plus forte présence masculine. Selon le président de l'Association des médecins du Québec, Jean-François Lajoie, près de 70 % des étudiants inscrits dans les différentes facultés sont des femmes. — *La Presse canadienne*

Fermer la porte au financement intéressé

Un très large consensus sur le fait de n'ouvrir la porte à aucun financement de compagnies ou de regroupements s'est dégagé des audiences sur le financement des partis politiques organisés par l'Institut du Nouveau Monde et qui se sont déroulées au cours du week-end à Québec. Les quatre partis politiques représentés à l'Assemblée nationale étaient invités à répondre à la question «Faut-il ouvrir le financement des partis politiques aux contributions des compagnies ou de tout autre regroupement?». Selon John H. Gomery qui a présidé la commission sur le scandale des commandites au Parti libéral du Canada, il faut briser le lien de dépendance entre les partis politiques et les sources de financement intéressées. — *La Presse canadienne*

Hausses tarifaires

Une coalition réclame d'autres options

LISE MILLETTE

Une coalition formée de 37 organismes réclame, une fois de plus, la tenue d'un véritable débat sur la tarification et la privatisation des services publics.

Ce regroupement, constitué de groupes communautaires, syndicaux et étudiants, estime que le gouvernement du Québec brandit le spectre des hausses tarifaires comme étant inévitable alors qu'il existe, selon lui, d'autres options.

Le coordonnateur du Front d'action populaire en réaménagement urbain (FRAPRU), François Saillant, a présenté hier une longue liste de mesures allant de l'ajout d'un palier d'imposition à une lutte plus musclée contre l'évasion fiscale. «Ce que le gouvernement nous dit c'est: "on n'a pas le choix", nous répondons, ce n'est pas vrai!»

S'appuyant sur le discours politique et les documents de la consultation en ligne sur la question, il juge que les seules voies véritablement mises en avant par le gouvernement libéral sont celles des compressions.

Il répète que la voie de l'équilibre budgétaire et l'objectif du déficit zéro d'ici à 2013-2014 peu-

vent néanmoins être retrouvés autrement. «Le gouvernement semble avoir déjà fait son nid. Pour lutter contre le déficit, il propose d'augmenter la pression sur les services publics. Du côté des revenus, les pistes offertes, ce sont des hausses des tarifs résidentiels d'Hydro-Québec et une augmentation générale de la taxe de vente du Québec», juge François Saillant.

Le porte-parole du FRAPRU déplore ce qu'il considère comme un rejet de l'option de puiser davantage dans les poches des citoyens les plus riches et les entreprises privées.

François Saillant mentionne qu'actuellement, le taux d'imposition des citoyens à revenus très élevés s'établit à 24 %. Dans les années 1980, il était de 33 %.

«Pourquoi ne pas introduire un autre palier d'imposition? Pourquoi ne pas mener une lutte conséquente contre l'évasion fiscale? Le ministre des Finances nous dit qu'il y a des pertes énormes, mais on refuse toujours de tenir une enquête sur la corruption!», dénote le porte-parole du FRAPRU.

Ce message sera porté au Forum économique et financier des 20 et 21 janvier à Lévis.

La Presse canadienne

Un Québec à partager

Le ministère du Tourisme modernise son site Bonjourquebec.com en lui adjoignant une nouvelle interface participative

PAULINE GRAVEL

Bonjourquebec.com, le site touristique officiel du gouvernement du Québec, se met à la page en s'adjoignant une nouvelle plate-forme permettant aux internautes du monde entier qui ont visité le Québec de partager leurs expériences de voyage sous forme de photos, de vidéos et de commentaires. Le ministère du Tourisme croit que cette nouvelle interface participative sur Internet fera la promotion du tourisme à destination de notre coin de pays.

Sensible au fait que plus de 80 % des gens disent être influencés par les commentaires émis par d'autres voyageurs lorsque vient le temps de planifier et d'organiser leurs propres vacances, le ministère du Tourisme du Québec s'est appliqué à répondre à cette tendance en créant le site www.destinationquebec.com, qui se veut un complément au bien connu site Bonjourquebec.com, que plus de 10 millions d'internautes ont consulté en 2008 pour planifier leurs vacances et réserver un logement.

Se voulant dans l'esprit du Web 2.0, l'innovation qu'apporte le ministère à son site touristique se veut participative et in-



SOURCE BONJOURQUEBEC.COM
Jeux de lumière sur le Vieux-Québec et ses environs.

visibles les internautes qui ont visité le Québec à partager leurs photos, leurs vidéos et leurs commentaires sur les lieux qu'ils ont visités. Ces témoignages «pourront donner envie à d'autres de visiter les belles régions du Québec. Il s'agira d'une incroyable publicité pour le Québec», a souligné hier le ministre du Tourisme, Nicole Ménard, lors d'une conférence de presse organisée pour le lancement de cette nouvelle interface de partage qui a été pensée, conçue et réalisée par des employés de son ministère.

Cette nouvelle plate-forme comporte deux grandes fonc-

tionnalités. D'une part, une consultation des contenus est proposée en fonction des expériences vécues (photos et vidéos téléversées par les internautes), des différentes régions touristiques du Québec, des saisons et de 23 catégories d'activités (festival, vélo, golf, etc.). Une recherche de contenus peut également être effectuée en surfant sur une carte du Québec émaillée d'icônes faisant référence à divers contenus. D'autre part, les internautes qui ont voyagé au Québec peuvent partager des contenus (photos, vidéos et impressions) en se connectant et en s'inscrivant sur le site. «Ceux qui désirent partager des contenus doivent accepter les conditions d'utilisation et détenir les droits de toutes les photos qu'ils téléversent», a précisé Julien Cormier de la Direction des opérations au ministère avant d'ajouter que seuls les contenus francophones et anglophones seront pour le moment retenus par l'équipe de modérateurs du ministère qui filtre les contenus téléversés par les internautes et s'assure qu'aucun contenu inapproprié ne soit mis en ligne.

Le Devoir

HAÏTI
ESPOIR ET CHAOS

Anne-Marie Dussault et des spécialistes analysent la situation et font le bilan de la journée.

CE SOIR 19 H
24 HEURES EN
60 MINUTES



ÉDITORIAL

Travailleurs âgés

Un rêve à changer

Coup sur coup, deux études publiées récemment arrivent au même constat: les Québécois devront travailler plus longtemps pour éviter la catastrophe économique. Or, pour inciter la population à modifier ses attentes à l'aube de la soixantaine, c'est la culture même du vieillissement qu'il faut changer.



Quelques jours avant Noël, le ministère des Finances ajoutait une étude démographique sur son site de consultation prébudgétaire qui rappelle que le Québec vieillit plus vite que le reste du monde. Cette semaine, c'était au tour de l'ancien ministre Claude Castonguay, aujourd'hui associé au Centre interuniversitaire de recherche en analyse des organisations, de publier une étude sur les conséquences du vieillissement sur la croissance économique à venir et les finances publiques.

Encore une fois, le constat est troublant: malgré l'augmentation récente du taux de fécondité, le ratio du nombre de travailleurs actifs par rapport à celui des 65 ans et plus sera de moins de 2 pour 1 dans vingt ans comparativement à 5 pour 1 aujourd'hui. Non seulement cela aura-t-il un impact majeur sur les dépenses de santé, mais cela ralentira aussi la croissance et, de ce fait, les revenus des gouvernements autant que ceux des individus.

Tous s'entendent pour dire que si l'on ne peut pas renverser la tendance, nous devons trouver les moyens d'en réduire l'impact. Pour cela, il faut lever les obstacles structurels qui empêchent les gens de rester actifs longtemps ou qui les incitent à se retirer trop tôt. Selon Claude Castonguay, il faudrait faire passer la proportion des 60 à 64 ans au travail d'à peine 40 % à l'heure actuelle à plus de 85 %.

À Québec, le gouvernement a déjà apporté des changements pour permettre aux 30 % de travailleurs qui participent à un régime d'entreprise à prestations déterminées de retirer une partie de leur rente tout en continuant d'occuper un emploi. Il est aussi question de réformer le régime des rentes pour alourdir la pénalité actuarielle de ceux qui demandent la rente avant 65 ans tout en bonifiant les prestations passés cet âge. Mais cela n'est pas suffisant.

En fait, c'est au rêve farfelu de la retraite à 55 ans qu'il faut s'attaquer en cette époque où l'on peut espérer vivre jusqu'à 85-90 ans. Les gouvernements eux-mêmes, Québec en tête, doivent donner l'exemple en cessant d'accorder la retraite sans pénalité aux policiers, pompiers, employés d'Hydro-Québec et des grandes municipalités qui n'ont effectué que 25 ou 30 années de service. Une aberration excessivement coûteuse et improdutive!

Par ailleurs, s'il importe de corriger de telles anomalies héritées d'un passé récent où le surplus de main-d'œuvre était la norme, il faut aussi améliorer les programmes de formation pour les plus de 50 ans qui envisagent un virage professionnel au lieu d'une retraite prématurée, et encourager fiscalement les entreprises à profiter de l'expérience des plus âgés en les faisant travailler ne serait-ce que quelques jours par semaine.

Les études le prouvent: les personnes socialement actives sont aussi celles qui restent en santé le plus longtemps. C'est toute une culture qu'il faut changer pour parvenir à ce que la majorité des plus de 60 ans restent socialement utiles, physiquement en santé et financièrement autonomes le plus longtemps possible.

j-rsansfacon@ledevoir.ca

La taxe d'Obama

L'offensive

En pleine saison des primes accordées par les banques à leurs employés, le président Barack Obama a annoncé l'introduction d'une nouvelle taxe. L'objectif de celle-ci consiste tout simplement à récupérer les pertes afférentes au programme de sauvetage confectionné en catastrophe il y a un peu plus d'un an. Programme alimenté, faut-il le rappeler, par l'argent des contribuables. Toujours est-il qu'au terme des dix ans de vie de cette taxe, l'État devrait avoir rapatrié environ 90 milliards.

Le moment choisi par le chef de l'exécutif pour dévoiler cette mesure ne relevait évidemment pas de l'improvisation politique. En faisant son geste au cours, on le répète, de la saison des primes qui, soit dit en passant, avoisinent dans plus d'un cas les records établis en 2007-2008, Obama signalait notamment qu'il avait bien reçu le message envoyé par les Américains. Lequel? Un sondage mené récemment par Bloomberg indiquait que 64 % des citoyens estimaient aujourd'hui que le secours consenti aux établissements financiers avait été une erreur. Lorsque l'on compare ce pourcentage à celui enregistré il y a douze mois, on constate une énorme différence que quelqu'un d'autre a saisie.

Il s'agit d'Andrew Cuomo, procureur général de l'État de New York, qui a exigé, lui aussi pendant la saison des primes, que les directions des banques lui fournissent toutes les informations afférentes aux politiques de rémunération. Il faut préciser que ce procureur enquête depuis des mois sur l'accouplement des sommes consenties par le public avec la volonté des bonzes de Wall Street d'empocher encore et toujours des milliards et des milliards.

Toujours au beau milieu de la saison, des représentants démocrates ont dévoilé leur intention de débattre, et éventuellement voter, une proposition d'imposer à hauteur de 50 % les primes versées au terme du dernier exercice financier. Ces élus ont justifié leur démarche après avoir appris que JP Morgan et Goldman Sachs allaient «refiler» des milliards aux cracks de la finance. Chose qui n'aura pas été possible sans les sommes prêtées par le gouvernement.

Les offensives amorcées, d'Obama à Cuomo en passant par des représentants démocrates, sont à mettre sur le compte d'un ras-le-bol. Les uns et les autres estiment avec raison que les gestes faits par les banques afin que la catastrophe dont elles sont les responsables ne se reproduise pas sont trop timides. Au vu des mesures annoncées par les argentiers, c'est à se demander en effet s'ils ne sont pas bouchés, pour rester poli.

Car lorsque l'on compose avec les efforts consentis par l'État, une gestion irresponsable du risque, la démesure des salaires, sans oublier la mauvaise foi des dirigeants et la litanie de sophismes derrière laquelle ils cachent la cupidité la plus absolue qui soit, on ne peut que constater que la leçon administrée n'a pas été comprise. Pas du tout comprise.

LE DEVOIR

FONDÉ PAR HENRI BOURASSA LE 10 JANVIER 1910. FAIS CE QUE DOIS

Directeur BERNARD DESCÔTEAUX

Rédactrice en chef JOSE BOILEAU

Vice-présidente, finances et administration CATHERINE LABERGE

Directeur de l'information ROLAND-YVES CARIGNAN

Directeurs adjoints de l'information PIERRE BEAULIEU, LOUIS LAPIERRE, JEAN-FRANÇOIS NADEAU

Directeur artistique CHRISTIAN TIFFET

Directeur, ventes publicitaires JOSÉ CRISTOFARO

LE SÉISME D'HAÏTI CAUSE UNE FISSURE DANS LE CRÂNE DU TÉLÉVANGÉLISTE PAT ROBERTSON...



L E T T R E S

Parler anglais à Montréal est un malentendu

La lettre de Pierre René de Cotret publiée dans ces pages vendredi dernier est un vent d'encouragement pour favoriser le parler français à Montréal. J'en ai fait des photocopies agrandies que je distribue partout où je le peux.

Je parle moi aussi systématiquement français partout à Montréal, imaginez la situation laborieuse dans certains restaurants chinois autour de Concordia! Si j'étais en Chine, je ferais du «body language» en émettant des mots français, je dois faire de même pour me faire servir ici, tout en sachant combien il me serait plus simple de communiquer en anglais. Ça me donne parfois le sentiment que parler français est un jeu.

Je suis convaincu que des milliers de Montréalais continuent de se sentir coupables de ne pas répondre en anglais si l'on s'adresse à eux dans cette langue. Comment s'y prendre pour défroisser ce pli?

J'ai appris d'un ancien patron d'une de mes filles une stratégie pleine de finesse et tout à fait sympathique. Voici un peu comment ça se passe dans sa boutique, c'est lui, le marchand, qui parle le premier en un salut d'accueil:

« Bonjour!
— Hi!, de répondre le client, I'd like to have some of these.

— Yes, how many would you like?
— Give me a dozen, please.

Le marchand reprend, c'est le moment-clé du Montréal en français:

— Are you from the United States?
Et très souvent le client répond:

— No! We're from Montreal!
— Ah! fait le marchand comme s'il se fait celui qui résout un malentendu, alors vous parlez français! Est-ce que je vous les emballe avec du ruban?»

Et le reste de l'échange se fait tout naturellement en français, même si cela paraît

un effort pour le client. Personne n'impose rien, on fait comme si on avait vécu un petit malentendu, et on termine la transaction sans blesser quiconque, sans se croire franco-extrémiste ou inhospitalier, on élimine toute culpabilité sans politiser l'échange.

C'est tout simple, comme vous voyez. Nul ne trahit la légendaire hospitalité des Montréalais, le sourire continue à rayonner sur tous les visages et le client ne se sent même pas piégé!

Avec de telles stratégies toutes pleines de finesse, nous nous assurons un Montréal français.

Daniel-Jean Primeau
Montréal, le 14 janvier 2010

Montréal: quelle peut être la logique économique d'un tel budget?

M. Tremblay, vous ne manquez pas de cynisme (ou d'aveuglement?) en vous réclamant de la crise financière pour vous permettre d'imposer une hausse aussi élevée des taxes foncières. Jusqu'à neuf fois supérieure au taux d'inflation! Avez-vous pensé une minute qu'une telle hausse au moment où tout augmente — tarifs d'électricité, titres de transport, biens à la consommation — va prolonger durablement les effets de cette crise pour les gens à faible revenu qui se retrouveront immanquablement avec des hausses de loyer? Qu'elle fera fuir encore plus les jeunes familles vers les banlieues? Qu'elle provoquera la fermeture de petits commerces? Mais quelle peut être la logique économique d'un tel budget?

Et si ce n'était que ça... Vous ne manquez pas de toupet non plus d'alourdir le fardeau foncier des Montréalais quand on sait avec quelle négligence et quelle incompétence vous gérez les finances de la Ville. Si au moins vous faisiez l'effort réel d'assainir tout ça, sans doute que

vous n'auriez pas besoin de plumer les citoyens, déjà essorés par la mise à niveau des rôles fonciers avec le marché (il est tendancieux de prétendre que les propriétaires ont eu un répit ces quatre dernières années où le calcul de leur rôle foncier a explosé).

Vous nous prenez vraiment pour des valises, M. Tremblay. Des valises dans lesquelles vous vous servez à deux mains.

Lucie Chagnon
Montréal, le 14 janvier 2010

De Lisbonne à Haïti, le sort s'acharne

Les événements horribles qui plongent actuellement Haïti dans le chaos ne sont pas sans rappeler le tremblement de terre de Lisbonne survenu en 1755, d'abord en raison des effets catastrophiques, ensuite parce que le sort semble s'acharner sur un peuple qui a largement obtenu son lot de souffrances.

Dans son *Poème sur le désastre de Lisbonne*, Voltaire se questionnait sur les raisons d'un tel phénomène: «*Quel crime, quelle faute ont commis ces enfants / Sur le sein maternel écrasés et sanglants?*» Haïti a souffert des ouragans, des coulées de boue, de la déforestation, de la corruption, de l'esclavage, du colonialisme, de la dictature, de la violence, de la pauvreté et maintenant d'un tremblement de terre. On en vient à regretter, et ce réflexe pourtant me dégoûte, que le malheur ne se soit pas abattu sur une autre île des Caraïbes tellement Haïti a connu sa part de peines.

Pour reprendre Voltaire derechef: «*Un faible composé de nerfs et d'ossements / Ne peut être insensible au choc des éléments.*» Cependant, je manque de mots pour consoler les personnes éprouvées. Tout ce que je trouve à dire aux Haïtiens, c'est de garder courage.

Victor Vaillant
Varenes, le 13 janvier 2010

LIBRE OPINION

Inquisition et ostracisme à la Maison Théâtre

MARIE-JOSÉE BOILEAU
Montréal

Le 24 décembre dernier, nous offrons en cadeau de Noël à notre fils aîné un billet pour aller voir le spectacle *Baobab* à la Maison Théâtre le mercredi 30 décembre 2009, à 15h. Nous nous faisons une fête de cette sortie en famille. Favoriser une petite incursion dans le monde de la musique africaine à notre fils nous enchantait. Également, lui permettre jeune de s'éveiller au monde du théâtre est une perspective intéressante pour nous.

Tous les jours, nous faisons le décompte avec lui du nombre de jours restants avant la pièce. Le jour même, nous nous sommes rendus avec enthousiasme à la Maison Théâtre. Ayant eu notre deuxième garçon le 9 décembre, mon conjoint et moi trouvions que cette sortie allait nous faire un grand bien et nous permettre de pénétrer un bel univers rempli de musique et de poésie.

Or, en entrant dans la Maison Théâtre, me voyant avec mon bébé naissant dans un sac ventral, un employé m'interpelle et me dit que je ne pourrai pas assister à la pièce,

car mon bébé n'a pas l'âge requis. Je reste bouche bée. Cet employé va chercher un homme qui semble avoir plus de pouvoir au sein de cette organisation. Commence alors l'inquisition.

Mis à la porte

Cet homme me demande avec une attitude fermée et un ton réprobateur si je suis allée voir leur site Internet. A ma réponse affirmative, il me dit que j'aurais dû y lire à deux endroits écrits en grosses lettres que les enfants qui n'ont pas l'âge requis pour la pièce ne devraient pas être présents. Je n'en crois pas mes oreilles. Je lui réponds que c'est un nourrisson. Je lui dis que je ne peux pas m'en séparer, car il est un bébé naissant et je l'allaite. Je lui explique qu'il dort 20 heures sur 24 et ne se réveille que pour être allaité. J'ajoute que s'il dérange, ce que je voyais impossible, je promettais de sortir de la salle. L'homme à l'attitude fermée n'a fait que répéter que je devais partir. Je lisais la tristesse et l'inquiétude dans le visage de mon fils aîné.

J'ai dû quitter la Maison Théâtre et ne revenir que 50 minutes plus tard. Nous encourageons l'allaitement au Québec et la

vie de famille. Voilà que dans un lieu qui peut favoriser les rapprochements familiaux, j'en suis exclue parce que j'allaite un adorable nourrisson d'à peine trois semaines. Mon nourrisson a, comme prévu, dormi durant toute la durée du spectacle et même plus. Si j'avais pu assister en Afrique à un spectacle du même genre, jamais on ne m'aurait chassée des lieux.

Une personne de l'assistance m'a dit que, l'an dernier, elle avait assisté à ce même spectacle au Jardin botanique et elle avait vu trois femmes présentes allaiter leur bébé durant la représentation. Une de mes belles-sœurs me disait dernièrement que Julie Snyder, marraine de l'allaitement au Québec, précisait en entrevue récemment que jamais une femme qui allaite ne devrait être expulsée d'un lieu public. Eh bien, Mme Snyder, sachez qu'on nous met à la porte à la Maison Théâtre.

J'ai porté plainte à la Maison Théâtre afin que les employés et dirigeants en place fassent preuve d'un meilleur jugement à l'avenir dans l'application de leurs règlements. Je souhaite ainsi que, dorénavant, d'autres femmes qui allaitent ne vivent plus jamais ce que j'ai vécu à cet endroit.

IDÉES

Laïcité

Pour un débat large, ouvert et démocratique

FRANÇOISE DAVID

Présidente et porte-parole de Québec solidaire

AMIR KHADIR

Député de Mercier et porte-parole de Québec solidaire

La revue À bâbord! organise le vendredi 22 janvier à l'UQAM un colloque intitulé Le Québec en quête de laïcité. Avec Guy Rocher, Françoise David est invitée d'honneur de cet événement.

Depuis plusieurs mois, voire quelques années, un débat intense porte sur la laïcité telle que nous voudrions la compléter au Québec. La crise des accommodements raisonnables a propulsé cette question au premier rang des débats sociaux.

Québec solidaire est en faveur d'un Québec laïque tant pour l'État que pour ses institutions. En même temps, nos membres réunis en congrès en novembre dernier ont signifié leur attachement aux libertés fondamentales, y compris la liberté de conscience religieuse.

Nous soutenons qu'un débat est nécessaire pour parachever la laïcité de l'État québécois et de ses institutions. À l'instar du Mouvement laïque québécois, Québec solidaire a exigé du gouvernement du Québec qu'il organise un débat sur la laïcité pour en arriver aux plus forts consensus possible et les inscrire dans un texte. Ce débat devrait inclure l'ensemble des Québécois de toutes origines: pour nous, la discussion sur la laïcité n'est pas une discussion sur les immigrants!

Plusieurs questions restent à trancher et touchent aussi bien la majorité francophone que les minorités. Par exemple, le crucifix accroché au-dessus de la tête du président de l'Assemblée nationale est considéré par certains comme un objet patrimonial et devrait y demeurer. Pour d'autres, il s'agit d'abord et avant tout d'un symbole, placé au cœur d'une institution laïque par Maurice Duplessis pour sceller l'alliance entre l'Église et l'État. Ce crucifix devrait donc être déplacé.

La laïcité: mère d'une modernité inclusive

Chez les tenants de la laïcité «à la française», on invoque souvent la loi de 1905. La loi sur la laïcité, introduite en France par le député socialiste Briand, s'inscrivait dans un grand mouvement républicain soucieux d'opérer de façon décisive une séparation entre l'État et les pouvoirs religieux et de consacrer ainsi la neutralité de l'État français devant toutes les religions. La loi mettait fin en même temps à la discrimination dont étaient victimes les protestants dans l'accès à des postes dans la fonction publique et dans l'enseignement.

Deux visions s'affrontaient alors en France. Le courant radical d'Émile Combes, sénateur de la gauche démocratique, héritier d'une tradition anticléricale très affirmée, voulait instrumentaliser l'État et le principe de laïcité pour mener un combat sur le terrain des croyances, ce qui peut conduire à une possible limitation de la liberté de conscience. Mais pour le courant modéré du leader socialiste Jean Jaurès et du ministre Aristide Briand, eux-mêmes non croyants, la lutte idéologique contre le clergé devait être distinguée de la responsabilité de l'État.

L'État devait s'assurer de rester à l'abri du pouvoir religieux, mais «la république, c'est le droit de tout homme, quelle que soit sa croyance religieuse, à avoir sa part de la souveraineté» comme le rap-



Les détenteurs du pouvoir religieux qui prescrivent le voile seraient les premiers ravis de voir des femmes confinées à l'espace domestique, plus facilement soumises à leur emprise.

portait Jaurès. Telle qu'elle est conçue par Briand et Jaurès, la laïcité est tout aussi soucieuse de la neutralité des institutions de l'État face aux croyances que de garantir la liberté de conscience de chacun, en conformité avec la Déclaration des droits de l'homme.

C'est cette conception moderne qui a finalement prévalu. La liberté de conscience est l'un des principaux fruits de la contribution des Lumières à la civilisation occidentale et a joué un rôle incontestable dans l'émergence de la modernité. Elle est devenue en 1905 l'un des piliers de la laïcité française, avec l'égalité en droit des options spirituelles et religieuses et la neutralité du pouvoir politique.

Aux yeux de Québec solidaire, défendre la liberté de conscience de l'autre est donc fondateur de la modernité, qui a pour ainsi dire le projet d'inclure et non d'exclure.

Le voile: ni obligation ni interdiction

Nous sommes souvent interpellés sur notre position au sujet du voile porté par une minorité de femmes musulmanes au Québec. Nous tenons à rappeler que le port de signes religieux dans la fonction publique est seulement l'une des questions que l'on doit débattre dans le cadre d'une démarche vers un État complètement laïque. Mais comme notre position sur le port du voile soulève questionnements et interrogations, nous tenons à la réexpliquer ici.

Le voile est apparu il y a au moins 4000 ans, chez les Sumériens, bien avant l'islam, le christianisme et même le judaïsme. Il est devenu avec les religions judéo-chrétiennes et musulmane un instrument de contrôle du corps des femmes et, incontestablement, un signe d'oppression patriarcale. Son idée s'est imposée par des textes «sacrés», écrits de mains d'hommes ayant vécu dans des sociétés archaïques qui ne reconnaissaient pas l'égalité des droits entre les femmes et les hommes. Un parti féministe comme Québec solidaire rejette donc l'obligation du port du voile: il n'y a aucune ambiguïté là-dessus.

Nous rejetons tout aussi clairement les attaques aux droits et aux libertés des femmes, toutes les façons de leur dicter leur conduite, que cela vienne des pouvoirs religieux ou politiques. Les femmes doivent être libres, autonomes et citoyennes à part entière dans toutes les sociétés. Leur corps leur appartient, elles doivent pouvoir en disposer librement.

Qu'en est-il au Québec? Des femmes aux trajectoires de vie et aux références très différentes sont parmi nous. Elles évoluent dans un Québec qui a beaucoup avancé quant à l'égalité entre les femmes et les hommes depuis 40 ans. Un Québec cependant non exempt de sexisme et qui discrimine particulièrement les femmes immigrantes à qui des employeurs refuseront un emploi sous divers prétextes.

Espace domestique

Comment alors protéger les droits et libertés de toutes les femmes sans exclure certaines d'entre elles du marché du travail, par exemple? À quelle fin priverait-on celles qui portent un voile de l'espace de participation à la vie active qui passe par le travail, ce qui les condamnerait à rester prisonnières de ghettos communautaires souvent conservateurs? Rejeter l'obligation de porter un voile donne-t-il le droit de priver des femmes musulmanes de la possibilité de travailler pour le plus important employeur québécois: l'État? Les détenteurs du pouvoir religieux qui prescrivent le voile seraient les premiers ravis de voir des femmes confinées à l'espace domestique, plus facilement soumises à leur emprise. C'est ainsi que nous rajouterions un voile, l'exclusion, au voile-tissu.

Pour nous, il importe de faire la lutte aux obligations vestimentaires et comportementales religieuses sur le terrain des idées. Nous devons dire que ces obligations, y compris l'imposition de vêtements qui couvrent les femmes — car leur corps serait «une occasion de péché!» — sont rétrogrades et sexistes. Et nous devons offrir assistance et pro-

tection à celles qui veulent résister à leur imposition par des hommes ou par des communautés.

Défendre tous les droits de toutes les femmes

Québec solidaire a donc opté pour une solution — qui ne saurait prétendre être parfaite — qui consiste à cheminer ensemble, avec ces femmes qui ont des batailles à mener, des libertés à conquérir. Cette défense de l'autre, même de celle de celui qui diffère de nos idées ou de nos croyances, est comme on l'a vu plus haut, l'essence même de la démocratie et du principe républicain de la laïcité. Cela n'a rien à voir avec le relativisme culturel et le multiculturalisme.

La neutralité de l'État, exigée par la laïcité, est déterminée par les actions de celles et ceux qui y travaillent et non par leur tenue vestimentaire. Nous avons donc opté pour la non-interdiction du port de signes religieux dans la fonction publique et les services publics, tout en convenant que la réflexion était à poursuivre sur des situations où le port de signes religieux pourrait s'avérer inapproprié.

Voilà donc ce que nous proposons: protéger tous les droits en même temps. Sans perdre de vue la complète et nécessaire neutralité de l'État face à toutes les religions et la non-influence de ces religions sur les décisions de l'État.

La laïcité n'est pas du racisme

En terminant, nous tenons à dissiper tout malentendu qui aurait pu laisser croire que Québec solidaire accuse les tenants de la laïcité de se rendre complices de racisme, de xénophobie et d'islamophobie. Ce n'est pas le cas. Comment pourrions-nous accuser la laïcité et ses défenseurs alors qu'elle est l'un des axes centraux de notre projet politique et de notre raison d'être? Nous œuvrons comme nombre d'autres acteurs sociaux et politiques à tenter de compléter la laïcisation de la société québécoise. Tous les points de vue doivent être entendus dans le respect des droits fondamentaux de chacun et dans la recherche du bien commun.

Cela dit, nous constatons que nous ne sommes pas seuls à parler de laïcité. Des xénophobes parlent aussi de laïcité — de manière toute sélective — pour mieux exclure, pour discriminer en toute vertu. Ils utilisent la laïcité comme vernis pour masquer leur peur de l'autre, de l'étranger qui pratique une autre religion que chrétienne, car à leurs yeux, cela menace l'identité québécoise. Ils s'expriment rarement sur le pouvoir religieux catholique ou protestant, encore moins pour questionner ces médecins catholiques qui invoquent leurs croyances religieuses pour refuser de pratiquer l'avortement, ou ces élus qui font une prière officielle pour ouvrir leur séance de conseil municipal.

En bref, la défense de l'identité québécoise, aussi légitime soit-elle, est parfois le prétexte, ces temps-ci, pour masquer une intolérance grandissante face à l'autre, le nouvel arrivant. Les communautés musulmanes en font particulièrement les frais. Cela, nous ne pouvons, à Québec solidaire, le tolérer.

La laïcité telle que nous la concevons est inclusive, mais exclut la peur de l'autre ou encore toute intolérance à l'égard de ceux que le Québec accueille chaque année. Si ces principes sont clairs et, croyons-nous, largement partagés par la population québécoise, toutes origines confondues, les pressions doivent se poursuivre afin d'amener le gouvernement Charest à engager un débat large, ouvert et démocratique sur la laïcité pour en arriver au consensus le plus rassembleur pour tous les Québécois.

Bruno Roy (1943-2010)

Les dons d'un résilient exceptionnel

LOUISIANE GAUTHIER

Outremont

À la mort de Madeleine Rolland, en 1987, Bruno écrivait à Roger Rolland: «Je ne te l'apprends pas: Madeleine, c'est celle qui m'a pointé du doigt; celle qui, au Mont-Providence, m'a reconnu, celle qui m'a nommé aux autres et à toi, et, puis-je le dire aujourd'hui, celle qui m'a nommé à moi-même... Toutefois, si Madeleine m'a choisi, je pense que tu es celui auquel je me suis identifié.»

Bruno était un bel homme, il a été un fort bel enfant. Attirant et joyeux sous des couleurs ténébreuses, l'œil allumé, Madeleine le remarqua dans la chorale des enfants du Mont-Providence, où elle faisait du bénévolat. Il avait 12 ans quand les cinq enfants de la famille Rolland, tous plus jeunes, accueillent grand Bruno pour ses congés de l'institution à Ville Mont-Royal dans une maison pleine de livres et de vie. Il y viendra au fil des congés scolaires... des enfants Rolland puisque lui, déclaré arriéré mental, n'est pas scolarisé.

Ce seront Madeleine et Roger Rolland qui feront des démarches insistantes auprès de la directrice du Mont-Providence pour que Bruno bénéficie de la scolarisation. Il sera alors transféré à l'orphelinat Saint-Georges de Joliette pour reprendre ses

études primaires. Bruno a des protecteurs vers lesquels il reviendra. Alors que Roger Rolland occupe un poste de direction à Radio-Canada, il répondra plus tard à la demande de Bruno et lui trouvera un emploi: il sera messenger à la discothèque de Radio-Canada. Un univers de chansons qui a dû l'enchanter et le porter puisqu'il en fit le sujet d'étude de son doctorat.

Un résilient

Le destin de Bruno, né à la crèche, ne s'est pourtant pas joué comme pour beaucoup de ses frères et sœurs d'infortune. Boris Cyrulnik voit en Bruno Roy un exemple phénoménal de résilience, mais pour qu'il ait résilié à la suite d'une situation traumatique, il faut avoir en dedans de soi un réceptacle relationnel, il faut que des liens primordiaux vivifiants aient existé au préalable.

Cet enfant, abandonné dès la naissance par sa mère de chair, deux fois plutôt qu'une — sa mère l'ayant repris pendant cinq semaines à son septième anniversaire sans pouvoir le garder —, a bel et bien connu l'amour primordial d'une mère. Un amour mère-enfant que Bruno considérerait comme presque illicite avec sœur Olive des Anges: Bruno a volé à Dieu l'amour exclusif que sœur Olive lui avait promis. Mère nourricière que sœur Olive dont Bruno aura été l'ange jusqu'à sa mort. [...]

Des parents créés

En 1992, Bruno obtenait son diplôme de doctorat en études littéraires; identification réussie à la figure paternelle qu'il s'était donnée en Roger Rolland, détenteur d'un doctorat en études littéraires de la Sorbonne. Ce père élu, il l'a tant absorbé, tant désiré qu'il se donnait parfois illusoirement la certitude qu'il était issu de sa chair. Longtemps, il fut à l'affût des signes physiques qui confirmeraient son fantasme. Sa quête de filiation psychique a été indéniable et c'est pour la lui reconnaître que Roger lui a remis le manuscrit d'un poème signé de la main de Nelligan, une offrande que le célèbre patient de Saint-Jean-de-Dieu avait faite au jeune étudiant de Brébeuf d'alors, venu le visiter.

Bruno s'est créé des parents après les avoir trouvés... une mère d'amour de proximité, un père qu'il a choisi et à partir duquel il a façonné son destin d'écrivain.

J'ai connu Bruno chez Roger Rolland, nous avons noué une amitié et une solidarité alors que j'étais psychologue à la Direction de la protection de la jeunesse. Bruno, né sous de tristes augures, savait qu'il était pleinement vivant grâce à sa rencontre avec sœur Olive, avec Madeleine, avec Roger. Pour eux, le beau visage si tendrement humain de Bruno avait été un appel, une exigence. Ils l'ont sauvé, et Bruno a voulu en sauver d'autres.

L'ÉQUIPE DU DEVOIR

RÉDACTION Information générale et métropolitaine : Gérald Dallaire (adjoint au directeur de l'information), Marie-Andrée Chouinard (éditorialiste, responsable de la page Idées), Marco Bélair Cirino (général), Jeanne Corriveau (affaires municipales), Fabien Deglise (consommation), Jean Dion (sports), Louis-Gilles Francoeur (environnement), Lisa-Marie Gervais (éducation), Pauline Gravel (sciences), Brian Myles (justice et faits de société), Louise-Maude Rioux Soucy (santé), Philippe Papineau (pupitre) ; information politique : Michel David (chroniqueur), Hélène Buzzetti et Guillaume Bourgault-Côté (correspondants parlementaires à Ottawa), Antoine Robitaille et Robert Dutrisac (correspondants parlementaires à Québec), Alec Castonguay et Kathleen Lévesque (reporter) ; information culturelle : Michel Bélair (théâtre et cahier Culture), Stéphane Baillargeon (médiat), Frédérique Doyon (reporter), Caroline Montpetit (livres), Isabelle Paré (reporter), Odile Tremblay (cinéma), Paul Bennett (pupitre cahiers spéciaux et culturels du week-end), Julie Carpentier (pupitre) ; information économique : Gérard Bérubé (adjoint au directeur de l'information), François Desjardins (reporter), Éric Desrosiers (reporter), Alexandre Shields (reporter), Dominique Remy (pupitre) ; information internationale : Serge Truffaut (éditorialiste), Claude Lévesque (reporter), Jean-Pierre Legault (pupitre international, page éditoriale et cahier Perspectives) ; Diane Précourt (responsable des pages thématiques) ; Jacques Grenier et Jacques Nadeau (photographes) ; Michel Garneau (caricaturiste) ; Andrée Bédard, Michèle Malenfant et Christine Dumazet (correctrices) ; Paul Cauchon et Benoît Munger (responsables du site Internet), Jean-Jacques Coulombe et Émilie Folie-Boivin (commis Internet) ; Amélie Gaudreau (secrétaire à la rédaction) ; David Dumouchel et Étienne Plamondon-Emond (commis à la rédaction). DOCUMENTATION Gilles Paré (directeur), Manon Derome (Montréal), Monique Bherer (Ottawa). PUBLICITÉ Julie Chrétien (directrice adjointe), Jean de Billy, Jennifer Boily-Demers, Jean-François Bossé, Marlène Côté, Stéphanie Déziel, Véronique Langlois, Amélie Maltais, Maria M. Motta, Claire Paquet, Elyssa Forlier, Chantal Rainville, Isabelle Sanchez, Nadia Sebail (publicitaires), Sylvie Laporte, Martine Bérubé (secrétaire). PRODUCTION Christian Goulet (directeur de production), Olivier Zuida (directeur adjoint), Michel Bernatchez, Danielle Cantara, Richard Des Cormiers, Donald Fillion, Yannick Morin, Nathalie Zemaits. INFORMATIQUE Yanick Martel (administrateur Web), Hansel Matthews (technicien informatique). PROMOTION, DISTRIBUTION ET TIRAGE Sonia Chamberland (en remplacement de Caroline Simard) (responsable service à la clientèle), Nancy Beaulieu, Manon Blanchette, Nathalie Fillion, Marie-Lune Houde-Brisebois ; Jean-Robert Divers (responsable promotion). ADMINISTRATION Stéphane Roger (contrôleur), Olena Bilyakova (responsable des services comptables), Claudette Béliveau (adjointe administrative), Céline Furoy, Ghislaine Lafleur, Claudine Chevrier, Véronique Pagé, Monique Proteau.

ACTUALITÉS

HAÏTI

SUITE DE LA PAGE 1

est une priorité», a fait remarquer M. Cannon. En sus du Canada et des États-Unis, la rencontre des «pays amis d'Haïti», qui soutiennent notamment financièrement Haïti, regroupera les chefs de la diplomatie mexicaine et de plusieurs États d'Amérique centrale et du Sud, soit les représentants d'une quinzaine de pays.

La décision du gouvernement de Stephen Harper intervient après l'appel lancé, jeudi dernier, par Nicolas Sarkozy. Le chef d'État français appelait à une «grande conférence» internationale pour «la reconstruction et le développement» d'Haïti après le séisme. «Je vais proposer au président Obama [...] que les États-Unis, le Brésil, le Canada, et d'autres encore, prennent l'initiative de convoquer une grande conférence pour la reconstruction et le développement en Haïti», avait-il affirmé.

D'ici là, le Conseil de sécurité tiendra aujourd'hui une réunion spéciale consacrée à Haïti, et l'ancien président des États-Unis Bill Clinton, émissaire particulier de l'ONU pour ce pays, est attendu à Port-au-Prince. Parallèlement, Saint-Domingue accueillera une première réunion internationale destinée à préparer la conférence des pays donateurs organisée lundi prochain dans la métropole québécoise. Les pays de l'Union européenne discuteront quant à eux d'une aide financière de plus de 100 millions d'euros (148 millions de dollars canadiens) pour aider Haïti.

Haïti n'en finit pas de compter ses morts

Le bilan des victimes continue douloureusement de s'alourdir. Le séisme qui a ravagé Port-au-Prince a fait au moins 70 000 morts et détruit les principales infrastructures de la capitale haïtienne, en plus de réduire en miettes certaines villes du sud de l'île d'Hispaniola.

Quelque 70 000 cadavres ont été enterrés dans des fosses communes, a fait savoir le secrétaire d'État haïtien à l'Alphabétisation, Carol Joseph.

En visite à Port-au-Prince, où il a rencontré le président René Préval, le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon, a lancé «Vous n'êtes pas seuls.» «C'est une catastrophe digne d'un tsuma-



DANIEL AGUILAR REUTERS

Des habitants de Port-au-Prince circulant dans une rue au travers des débris, hier.

mi», a-t-il dit après avoir survolé la capitale en hélicoptère.

Alors que le chaos menace à Port-au-Prince, le gouvernement haïtien a décrété l'état d'urgence jusqu'à la fin janvier, ainsi qu'une période de deuil national de 30 jours.

Les autorités s'efforcent sans désemparer d'échapper à une catastrophe sanitaire, alors que Port-au-Prince prend peu à peu des allures de monstrueux bidonville. Sans accès à l'eau potable et à des sanitaires, les Haïtiens qui ont survécu courent maintenant le risque d'attraper et de propager nombre de maladies.

Confronté à cette crise sans pareille, le gouvernement haïtien ouvrira aujourd'hui quelque 280 centres d'urgence dans la capitale et dans six villes aux alentours, pour distribuer l'aide humanitaire et héberger les sans-abri. Ces centres auront une capacité d'accueil moyenne d'environ 500 places et seront installés dans des bâtiments publics, comme des cours d'école, des églises.

Dans le chaos de Port-au-Prince, des policiers ont ouvert le feu dimanche sur des pillards dans

un marché, tuant au moins l'un d'entre eux, a constaté l'AFP. Un autre pillard s'est immédiatement emparé du sac à dos de la victime.

En dehors de la capitale, les destructions et le malheur des survivants paraissent encore pires qu'à Port-au-Prince, notamment à Léogâne, une ville proche de l'épicentre du séisme où 90 % des bâtiments ont été détruits, selon l'ONU.

Néanmoins, par bonheur, trois Haïtiens ont été extraits à l'aube des décombres d'un supermarché. Ils étaient relativement en bonne santé, selon l'AFP. «Ils étaient tous les trois entourés de nourriture, donc ils ont pu manger. Contrairement à ce qui se passe d'habitude dans ce genre de situation, il y a une grande possibilité de sauver des gens les sixième, septième et huitième jours après le séisme», a observé un des sauveteurs, Joseph Fernandez. Un fonctionnaire danois des Nations unies a également été retrouvé presque indemne.

Le Canada consent une aide accrue

Mille soldats canadiens supplémentaires se-

ront déployés en Haïti pour tenter de corriger une situation qualifiée de «grave» et «fragile», a indiqué le ministre de la Défense, Peter MacKay, hier. «Le gouvernement du Canada estime qu'il a une obligation morale de faire tout ce qui est en son pouvoir pour soutenir les efforts internationaux de secours et de stabilisation en Haïti», a-t-il déclaré.

Les soldats, stationnés à la base de Valcartier, s'ajouteront aux 500 militaires à bord de deux vaisseaux de la Marine canadienne en direction d'Haïti et aux quelque 200 membres de l'Équipe d'intervention en cas de catastrophe, faisant du coup de l'île d'Hispaniola le théâtre d'opération de l'armée canadienne en importance après l'Afghanistan.

Près de 2000 membres des Forces canadiennes, sept hélicoptères et deux bateaux pour les efforts de sauvetage, de rétablissement et de reconstruction en Haïti, ont été envoyés en Haïti, a recensé M. Mackay.

Le chef d'état-major de l'Armée de terre du Canada, le lieutenant-général Andrew Leslie, a souligné que, parmi les soldats qui sont dépêchés en Haïti, «des douzaines, sinon des centaines» revenaient à peine d'Afghanistan. «Il y a des gens à Valcartier qui me harcèlent et qui insistent auprès de différents généraux de l'armée parce qu'ils veulent partir», a-t-il affirmé.

Des autorisations spéciales devront être délivrées afin qu'ils puissent se rendre en Haïti parce que les Forces canadiennes ont prévu des limites sur les rotations d'effectifs, de même qu'un laps de temps minimum entre les déploiements. «Nous devons surveiller la situation de près. Pour certains d'entre eux, la route pourrait être longue», a ajouté Andrew Leslie. Le 3^e Bataillon du Royal 22^e Régiment basé à Valcartier, soit l'unité désignée pour se rendre en Haïti, doit retourner à Kandahar en décembre prochain.

«Nous devons éventuellement voir quel niveau d'engagement nous pouvons maintenir et pendant combien de temps d'aussi importantes troupes pourront demeurer en Haïti», a averti le lieutenant-général Andrew Leslie.

Pour leur part, les États-Unis ont déployé environ 12 500 soldats. Le président Barack Obama a ordonné hier la mobilisation des réservistes.

Le Devoir
Avec La Presse canadienne
et l'Agence France-Presse

INQUIÉTUDE

SUITE DE LA PAGE 1

Dans le tremblement de terre, Marc-André Chrysostome a tout perdu: maison privée à Fontamara ainsi que les bureaux de sa compagnie dans le quartier de Lalue se sont écroulés. «Port-au-Prince est détruit à 85 %, Léogâne à 90 %, Petit-Goâve à 75 % et Jacmel à 60 %», explique l'ingénieur, encore sous le choc des événements.

Les miraculés du séisme ont à peine eu le temps de pleurer leurs morts qu'une nouvelle réalité a pris vie dans la capitale et dans tout le pays. Celle de la pénurie. L'eau potable, la nourriture, le carburant ont doublé de prix en moins de

deux jours. Une situation difficile pour une population déjà si pauvre. «Avant, on pouvait acheter une bouteille d'eau de 1,2 litre pour 5 gourdes [0,12 \$ canadien]. Maintenant, on doit payer 10 gourdes [0,25 \$] pour une seule bouteille. Les gens ont de la difficulté à acheter du riz, et le coût du transport a doublé», confie Brutus Dieufort, qui accueille dix membres de sa famille sinistrés de Port-au-Prince dans sa modeste maison.

À l'hôpital général de Saint-Marc, les dirigeants de l'institution tentent difficilement de stabiliser la situation. «On a reçu plus de 400 blessés de Port-au-Prince le soir du tremblement. Les hôpitaux sont débordés. On a évacué les cas les plus lourds vers d'autres hôpitaux et on a gardé les blessés avec fractures et besoins orthopédiques», explique le docteur Yfto Mayette.

À l'hôpital, les blessés se succèdent rapide-

ment. La priorité est de réduire les douleurs des gens. Les victimes sont étendues partout sur le sol. Des bénévoles prêtent assistance aux médecins et au personnel médical. Des portes, des morceaux de bois servent de lit et de civières aux victimes.

«J'aimerais lancer un appel à tous les médecins dans le monde. On doit opérer en vitesse et on n'a pas les gens nécessaires sur place», explique-t-il, indiquant pouvoir être en mesure de trouver l'espace nécessaire advenant l'arrivée de nouveaux secours.

Sur place, huit médecins américains provenant de Boston sont venus prêter main-forte pour une période de dix jours. Ce qui a permis à l'hôpital de procéder à des opérations rapidement au cours de la journée. Pour ce qui est du matériel hospitalier, les dirigeants en ont restreint l'utilisa-

tion, s'inquiétant d'une pénurie dans les prochains jours.

«On n'a plus d'ambulance. Sur la route des Go-naïves, on a tiré sur notre conducteur et le véhicule est lourdement endommagé», explique le docteur Mayette, indiquant que l'hôpital a une réserve en carburant pour faire fonctionner les génératrices en électricité uniquement pour les deux prochains jours.

Dans les villages, les familles commencent à enterrer leurs morts. Les plus fortunés ont accès à une cérémonie dans une église. Les autres reçoivent les membres de leurs familles dans les maisons, avant d'accompagner le défunt dans le tombeau familial. Les larmes et le désarroi des familles ont tranquillement été remplacés par la recherche de la vie.

Collaboration spéciale

Golden Globes

Meryl Streep, meilleure actrice de comédie devant Marion Cotillard

Beverly Hills — L'actrice américaine Meryl Streep a remporté hier soir le prix de la meilleure actrice dans une comédie lors de la 67^e cérémonie des Golden Globes, pour son rôle dans le film *Julie & Julia*, battant notamment la Française Marion Cotillard.

L'actrice, âgée de 60 ans, remporte ainsi, avec son incarnation de Julia Child, la célèbre vulgarisatrice de la cuisine française aux États-Unis, le septième Golden Globe de sa carrière.

Outre *Julie & Julia*, Meryl Streep était nommée dans la même catégorie pour le film *Pas si simple*. Elle faisait face à la Française Marion Cotillard (*Nine*), et aux Américaines Sandra Bullock (*La Proposition*) et Julia Roberts (*Duplicity*).

Les Golden Globes, remis à Beverly Hills (Californie) par l'Association de la presse étrangère à Hollywood, sont considérés comme les récompenses du cinéma américain les plus importantes après les Oscars, qui se tiendront cette année le 7 mars.

Agence France-Presse

FACAL

SUITE DE LA PAGE 1

là-bas: «Les magasins sont remplis de soldes, le taux de chômage réel dépasse les 20 %. Ça doit vouloir dire qu'au Québec, il y a au moins certaines choses qu'on fait correctement.»

Malgré tout, lâche-t-il: «Je continue à penser que le Québec tourne en rond.» Qu'il vit même «dangereusement», comme il l'écrit dans son livre *Quelque chose comme un grand peuple* (Boréal), qui arrivera en librairie demain.

L'ouvrage dont le titre reprend une formule sinieuse de René Lévesque, il le porte depuis qu'il a quitté la vie politique en 2003, raconte-t-il. C'est là la preuve, à ses dires, qu'il n'a pas totalement désespéré de la cause québécoise; ni non plus de l'option souverainiste, pour laquelle il propose un argumentaire. «Je n'aurais pas écrit ce livre auquel j'ai consacré un certain nombre d'années si je n'avais pas confiance [dans le fait] que le peuple québécois peut se redresser.»

Et le livre en question ne manque pas d'ambition ni d'horizons, c'est le moins que l'on puisse dire: 319 pages denses où «l'homme du parler vrai» (comme l'a qualifié le collègue Michel David) propose des réponses aux «cinq questions qui comptent dans la vie d'un peuple: Qui sommes-nous? Où en sommes-nous? Comment en sommes-nous arrivés là? Où devrions-nous aller? Que faire pour nous y rendre?».

Entre Denys Arcand et Michel Venne

Les réponses de l'ancien élève de Raymond Boudon (grand sociologue libéral français sous la supervision duquel il a fait sa thèse de doctorat) oscillent entre deux extrêmes qu'il présente dès le départ: d'un côté, l'ultrapessimisme, où le Québec est dépeint comme la pointe avancée «de ce nouvel Âge des ténèbres décrit par Denys Arcand, où le confort matériel et la bureaucratie du social ne parviennent plus à dissimuler une abyssale perte de sens». À l'autre extrême, l'ultraoptimisme de Michel Venne, ancien éditorialiste au *Devoir* et directeur de l'Institut du

Nouveau Monde, pour qui le Québec actuel est un «formidable laboratoire» de l'«altermondialisme», une société dans laquelle «certains des autres mondes souhaités existent déjà».

Dans *Quelque chose comme un grand peuple*, on retrouve le Facal qui, le 19 juin 2002, avait osé critiquer le «modèle québécois», rompant et avec la solidarité ministérielle et avec la doxa péquiste. Depuis ce moment, en fait, l'ex-ministre cherche à approfondir et à expliciter ce que plusieurs avaient simplement interprété à l'époque comme une sortie opportuniste suscitée par la flambée de l'ADQ dans les sondages.

On y retrouve aussi le «lucide», du nom de ce manifeste de 2005, écrit avec Lucien Bouchard, André Pratte, Pierre Fortin et d'autres. Dans une section intitulée «Tarifier intelligemment les services publics», ce coauteur du rapport Monmarquette persifle: «Le Québec n'a pas de leçons à donner à ces mystérieuses contrées qui prêtent aux vaches des propriétés divines.» À la même page, cette phrase tombe: «Disons-le tout net: il est rigoureusement impossible que l'État continue à subventionner aussi lourdement, par exemple, notre consommation d'électricité, la fréquentation de l'université ou celle des garderies publiques.»

Les lucides ont beaucoup fait parler d'eux et de leur manifeste, mais malgré l'enthousiasme initial de Jean Charest, peu de ses propositions ont conduit à de réelles politiques. En juin 2009, d'ailleurs, le premier ministre libéral les désavouait publiquement. Et il y a peu de chances que les mesures suggérées par les lucides et par Joseph Facal soient retenues à l'issue de la Rencontre économique qui se tiendra cette semaine et où le Québec devait définir une voie de retour vers l'équilibre financier.

Refusant d'être entraîné dans le débat partisan, Joseph Facal soutient que les lucides n'ont pas été sans effet. Il parle d'une «certaine évolution» sur le plan d'une «prise de conscience que plusieurs de nos acquis sont menacés par la démographie, l'endettement, une productivité économique insuffisante et bien sûr des besoins sociaux qui augmentent plus rapidement que les ressources pour les satisfaire».

Sur ces sujets, à la question «que faire précisément?», la réponse coule de source, selon lui: «Pour

l'essentiel, nous le savons. On ne compte plus les articles, les ouvrages, les rapports d'experts qui proposent des listes de réformes à accomplir.»

Interculturalisme

Joseph Facal craint que l'on ne réduise son ouvrage, que l'on en extraie «une proposition par-ci et une autre par-là» et qu'on l'étiquette. On ne rendrait ainsi pas justice à un livre de 300 pages, avertit-il. Il est vrai que, dans ces pages, il embrasse large, sort des querelles lucides-solidaires. Par exemple, il aborde le débat sur l'histoire, où il se range du côté de l'École de Montréal. Plus loin, il assimile l'interculturalisme de Bouchard-Taylor à une forme de multiculturalisme. «Dans toute l'odyssée Bouchard-Taylor, nous avons assisté à un spectaculaire et funeste renversement du devoir d'intégration», dit-il. Selon lui, on a laissé entendre que «c'était à la majorité, coupable d'être comme elle est, de s'ouvrir encore plus en sous-entendant qu'elle ne l'était pas assez. Faux. La majorité francophone au Québec est déjà extraordinairement accueillante. Et c'est un immigrant qui le dit.» L'homme du parler vrai se montre cinglant sur la réforme de l'éducation, qu'il assimile carrément à un «détournement en plein vol d'un avion rempli de passagers». Quant au PQ, il croit que s'il «aspire sérieusement à autre chose qu'à prendre le pouvoir pour les mauvaises raisons, c'est-à-dire pour exercer un pouvoir provincial de plus en plus évanescant, il doit absolument redevenir une large coalition rassemblant des gens de gauche et de droite. Cela implique forcément qu'il fasse de l'intérêt national du Québec, et non de l'axe gauche-droite, sa grille d'analyse primordiale».

On termine l'ouvrage en se disant que, dans un parti, la seule place qu'un tel homme, qui a des idées arrêtées sur tout, pourrait occuper, c'est celle du chef. En 2003, lorsqu'il a annoncé qu'il ne se représenterait pas, il avait lancé: «Je reviendrai sans doute un jour à la politique active lorsque mes enfants seront plus grands.» Onze et sept ans, est-ce «quelque chose comme» assez grand? L'éclat de rire homérique, à l'autre bout du fil, nous fait comprendre que ce n'est pas le temps encore. Chose certaine, le programme est déjà écrit.

Le Devoir

LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h. Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en avvertir notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9^e étage, Montréal, Québec, H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimerie Mirabel Inc., 12 800 rue Brault, St-Jacques de Mirabel, Québec, division de Québec Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal, qui a retenu pour la région de Québec les services de l'imprimerie du Journal de Québec, 450 avenue Béchard, Québec qui est la propriété de Corporation Sun Média, 612 rue Saint-Jacques, Montréal. — Enregistrement no 0858. Dépôt légal: Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2007

Comment nous joindre ?

La rédaction

Au téléphone 514-985-3333
Par télécopieur 514-985-3360
Par courriel redaction@ledevoir.com

La publicité

Au téléphone 514-985-3399
Par télécopieur 514-985-3390
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344
Par télécopieur 514-985-3340
Par courriel avisdev@ledevoir.com

Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322
Par télécopieur 514-985-3340

Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30
Par télécopieur 514-985-5967
Par courriel abonnements@ledevoir.com
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346
Par télécopieur 514-985-3390